

SPÉCIAL PRÉVISIONS QUÉBEC-ONTARIO : LE CREUX DU RALENTISSEMENT ÉCONOMIQUE FERA BIENTÔT PLACE À LA RELANCE

FAITS SAILLANTS

Québec

- La baisse de régime de l'économie américaine, qui s'intensifiera en première moitié de 2007, affaiblira davantage l'économie du Québec. Par conséquent la hausse du PIB réel fléchira à seulement 1,3 % cette année comparativement à 1,7 % en 2006.
- En 2008, la vitalité accrue de l'économie américaine permettra une accélération plus manifeste de la croissance au Québec. La hausse du PIB réel atteindra 2,3 % l'an prochain, soit un rythme plus près du potentiel.
- Le règlement de l'équité salariale du Gouvernement du Québec, qui aura un effet stimulateur sur les revenus et, par ricochet, sur la consommation, permettra d'atténuer le ralentissement économique de la province cette année.
- Le commerce extérieur restera la principale entrave à la croissance économique du Québec. Les exportations s'essouffleront davantage en 2007 et le déficit commercial franchira un nouveau record.

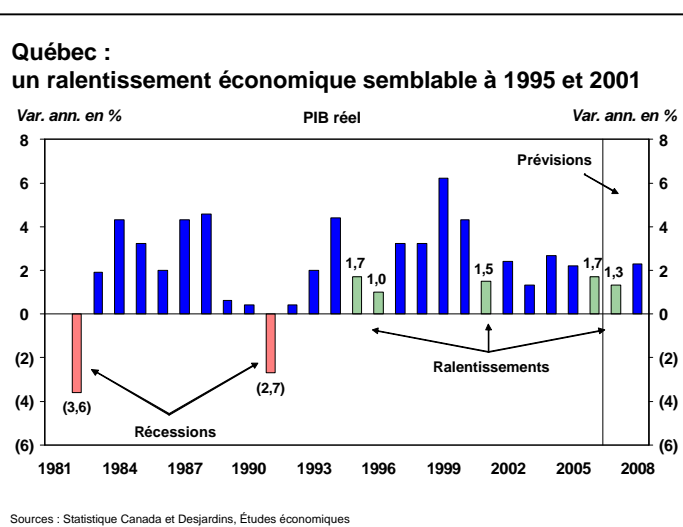
Ontario

- Malgré une croissance un peu plus forte à la fin de 2006, l'économie ontarienne demeure en phase de ralentissement. Après une progression du PIB réel de 1,9 % l'an dernier, la hausse ne sera que de 1,6 % en 2007. La croissance devrait s'accélérer à 2,8 % en 2008 alors que la province profitera de la relance de l'économie américaine.
- L'augmentation des dépenses des ménages, qui semble de plus en plus robuste, continuera de soutenir la progression de la demande intérieure.
- La dégradation du surplus commercial, qui est passé de 56 milliards de dollars en 2001 à 29 milliards l'an dernier, freinera encore l'économie ontarienne puisque les entreprises manufacturières demeureront en difficulté, particulièrement cette année. Malgré cela, les dépenses d'investissement des entreprises continueront de s'accroître.
- Le ralentissement du secteur résidentiel se poursuivra en 2007 et 2008. Le recul de la construction neuve s'est accéléré dernièrement alors que le marché de la revente semble faire preuve d'une plus grande résilience.

Les ajustements en cours dans le secteur manufacturier ainsi que la crise forestière assombrissent les perspectives dans plusieurs régions du Québec. Détails à la page 4.

Prévisions en bref - Québec

La décélération de l'économie québécoise, amorcée depuis deux ans déjà, sera encore plus manifeste en 2007. La progression du PIB réel fléchira à 1,3 % cette année, soit un rythme inférieur à celui de 1,7 % observé en 2006. De nombreuses embûches continueront de ralentir l'économie québécoise : la force du dollar canadien, le niveau élevé des prix de l'énergie, la concurrence mondiale toujours plus vive et, finalement, la remontée des taux directeurs de la Banque du Canada depuis la mi-2005. Le ralentissement économique aux États-Unis, qui sera plus intense au premier semestre, constituera une entrave supplémentaire à la croissance économique du Québec en 2007. Les exportations internationales, qui ont perdu de la vitesse tout au long de 2006, devraient fléchir, ce qui contribuera à accentuer le déficit commercial de la province. L'économie interne restera cependant soutenue, appuyée par les dépenses de consommation, les investissements



François Dupuis
Vice-président et économiste en chef

Hélène Bégin
Économiste

Mathieu D'Anjou
Économiste

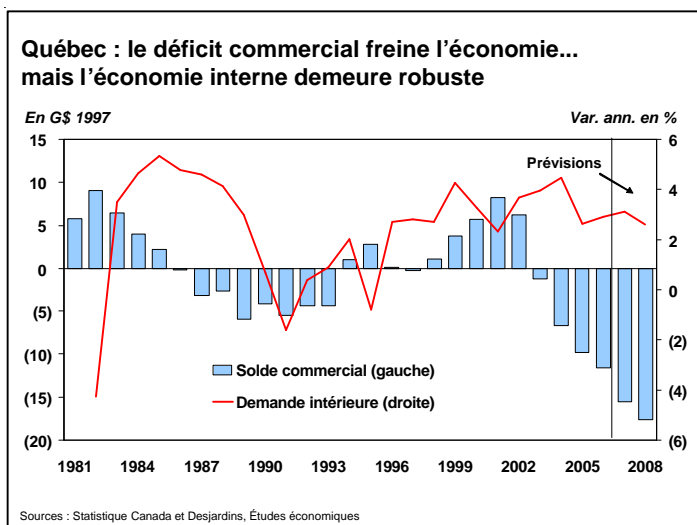
Louis Gagnon
Économiste

Tél. : 418 835-2450 ou 1 866 835-8444, poste 2450

Courriel : desjardins.economie@desjardins.com

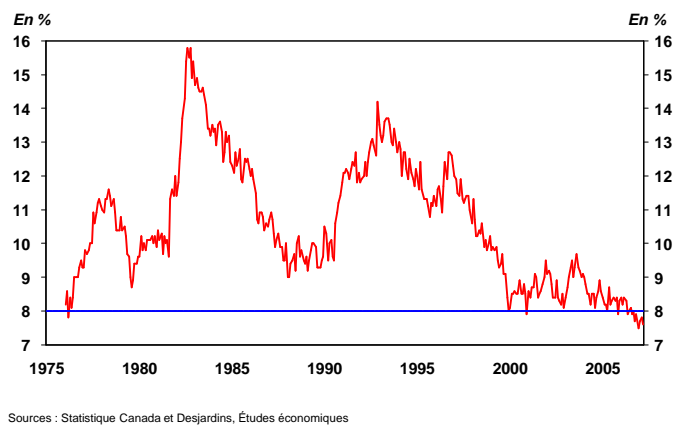
ments des entreprises et les dépenses publiques. Le secteur résidentiel affichera quant à lui un troisième recul annuel consécutif.

Compte tenu de la vitalité de la demande intérieure, les probabilités de récession demeurent pour l'instant limitées au Québec, soit environ 25 %. L'ampleur du ralentissement aux États-Unis sera décisive pour notre économie. Tant que le risque de récession ne sera pas écarté au sud de la frontière, le Québec ne sera pas complètement à l'abri. Toutefois, le ralentissement économique actuel devrait ressembler à celui de 1995 et de 2001. La progression du PIB réel se situait alors entre 1 % et 1,5 %, un manque de vigueur qui fut d'ailleurs de courte durée. Cette fois-ci également, le redressement de l'économie du Québec ne devrait pas tarder. Ainsi, après un premier semestre difficile, la relance sera plus manifeste à mesure que l'économie américaine reprendra des forces. Les exportations se redresseront graduellement, ce qui aura ainsi un effet vivifiant sur la croissance du PIB réel, qui devrait rebondir à 2,3 % en 2008, après avoir atteint le creux du présent cycle en 2007 (1,3 %). La récente amélioration de l'Indice précurseur Desjardins, qui s'est raffermi pour un cinquième mois consécutif en février, pointe d'ailleurs dans cette direction. La tendance positive laisse en effet présager une accélération de l'activité économique à compter de l'été 2007. La performance économique du Québec demeurera cependant inférieure à celle de l'ensemble du Canada, dont la croissance sera de 2,2 % cette année et de 2,8 % l'an prochain.



Comme le Québec doit conjuguer avec un lourd déficit commercial, la progression du PIB réel reposera essentiellement sur la demande intérieure. Celle-ci devrait tenir le coup, notamment grâce à l'appui des consommateurs qui comptent à eux seuls pour 60 % de l'économie du Québec. Le climat est d'ailleurs favorable à cet égard : la confiance des ménages est historiquement élevée, la remontée des taux d'intérêt directs depuis la mi-2005 a été de faible amplitude, tandis que le taux de chômage, en deçà de 8 %, a touché le creux des trente dernières années. Les mises à pied dans le secteur manufacturier, notamment dans le secteur forestier, continueront de ralentir la progression de l'emploi. À ce chapitre, les gains se limiteront à 45 000 cette année, mais seront plus importants l'an prochain (55 000 postes) lorsque l'économie reprendra son véritable envol.

Québec : le taux de chômage sous les 8 %, un creux en trente ans



L'équité salariale stimulera la consommation

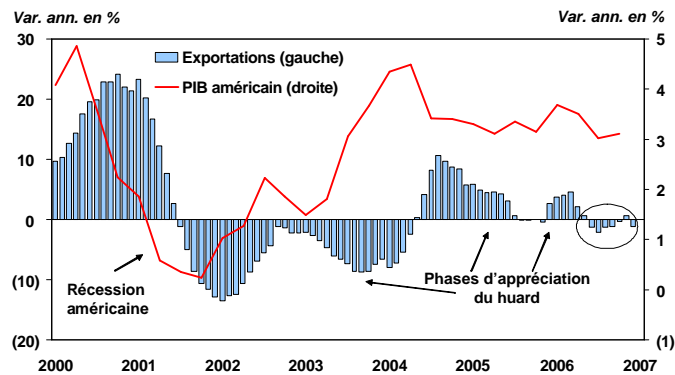
Les ajustements relatifs à l'équité salariale permettront à la consommation de maintenir un bon rythme. Le Gouvernement du Québec a déjà versé à la fin mars un important paiement rétroactif (depuis 2001), qui s'ajoute à la bonification moyenne des salaires de 6,5 %, en 2007, pour les employés touchés par l'équité salariale. Au total, il s'agit de près de deux milliards de dollars additionnels versés. Une fois les impôts et les cotisations sociales prélevés, c'est plutôt la moitié du montant, soit environ un milliard de dollars, que recevront véritablement les bénéficiaires en 2007. Environ 650 millions sera à son tour dépensé, tandis que les 350 millions restants devraient se retrouver sous forme d'épargne. Bien que ces sommes accordées dans le cadre de l'équité salariale ne touchent qu'une partie des employés de l'État, l'ampleur des montants en jeu gonflera les revenus après impôts des particuliers en 2007. L'augmentation du revenu disponible après inflation s'accroîtra de 3,3 % en 2006, à près de 4,2 % en 2007. Ces ajustements rehausseront la consommation cette année, ce qui permettra aux dépenses de maintenir une bonne vitesse de croisière.

Contexte plus difficile pour les exportateurs

Le secteur industriel a dû surmonter plusieurs embûches au cours des dernières années : l'appréciation du dollar canadien, le haut niveau des cours pétroliers et l'intensification de la concurrence mondiale. Celui-ci a assez bien résisté jusqu'ici mais la crise dans certains secteurs, comme la foresterie et les pâtes et papiers, affecte durement plusieurs régions de la province. Avec la décélération de l'économie américaine en toile de fond, la période d'ajustement structurel des entreprises exportatrices sera encore plus corsée en première moitié de 2007.

Les expéditions de biens vers d'autres pays se sont essouffées au fil de 2006. Après avoir augmenté de 4,7 % en termes réels en 2005, un mince gain de 0,5 % est survenu l'an passé. Un recul des exportations internationales pourrait survenir cette année en raison de la baisse de régime de l'économie américaine et de l'appréciation du dollar au-dessus des 0,85 \$ US. Les exportations vers les États-Unis, qui ont déjà commencé à fléchir, devraient se détériorer davantage au premier semes-

Québec : la baisse des exportations de biens vers les États-Unis est amorcée



Sources : Datastream, Institut de la statistique du Québec (ISQ) et Desjardins, Études économiques

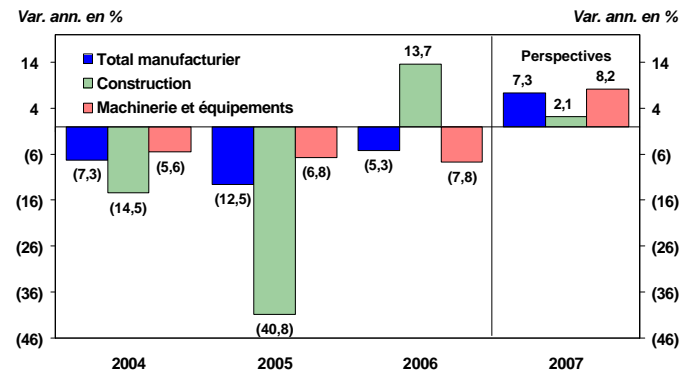
tre de 2007. L'ampleur de la baisse sera toutefois moindre que celle enregistrée en 2001, au moment de la dernière récession survenue chez nos voisins du Sud. Le déficit du commerce extérieur, qui a atteint, en termes réels, un niveau record 11,6 milliards en 2006, risque donc de s'amplifier davantage, à court terme, ce qui limitera la croissance économique du Québec.

Des investissements plus soutenus en 2007

Les perspectives d'investissement pour cette année sont encourageantes pour le Québec. D'après la dernière enquête de Statistique Canada, les investissements des entreprises augmenteront de 7,6 % en 2007, un rythme plus rapide que celui de 4,5 % en 2006. Une accélération des investissements est attendue dans plusieurs branches d'activité. Le secteur manufacturier retient l'attention en affichant une hausse de 7,3 % après trois années consécutives de déclin. La construction d'une nouvelle usine d'Alcan au Saguenay insufflera de la vigueur. Le secteur pétrochimique sera actif, avec la poursuite des travaux à la raffinerie Ultramar à Lévis. Le boum minier dans plusieurs régions périphériques du Québec rehaussera aussi les investissements en 2007. Les prix élevés des métaux favoriseront par exemple l'expansion d'Agnico-Eagle à Val-D'or. Enfin, les perspectives d'investissement sont rehaussées par les nombreux projets d'Hydro-Québec, notamment celui de Eastmain-1A qui s'ajoutera aux travaux de la Péribonka.

Après quelques années de vaches maigres, l'accélération présente des investissements au Québec est plus que bienvenue. Le virage qui se dessine dans le secteur manufacturier est d'autant plus positif qu'il provient d'un redressement majeur du côté de l'investissement en machinerie et outillage. La hausse de 8,2 % tranche avec le recul des trois dernières années et suscite de l'espoir quant à la capacité des entreprises du Québec de se moderniser. Un coup de barre s'imposait afin de faire face à l'intensification de la concurrence à l'échelle internationale. Dans un contexte où le dollar canadien excède les 85 cents US, le moment est propice pour acheter de l'équipement à moindre coût en provenance des États-Unis. Espérons que les entreprises maintiendront le cap au fil des prochaines années.

Québec : enfin un redressement des investissements dans le secteur manufacturier en 2007

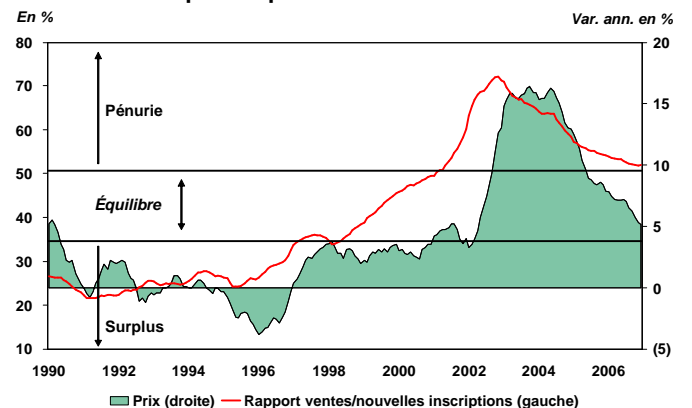


Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Le secteur résidentiel perdra de l'altitude

L'atterrissage en douceur du marché de l'habitation se poursuivra en 2007 et en 2008. Notre prévision table sur 43 000 nouveaux logements cette année et 38 000 l'an prochain, comparativement à 47 877 unités en 2006. Le retour graduel vers l'équilibre, à la fois du marché locatif et de la revente, apaisera davantage la construction neuve. Bien que les ventes de maisons existantes tardent à s'affaiblir, la pression s'atténue progressivement en raison de l'augmentation du nombre de propriétés à vendre. Le marché est pratiquement équilibré, de sorte que les hausses de prix avoisineront 2,5 % cette année et l'an prochain. Voilà qui tranche avec les augmentations annuelles supérieures à 10 % survenues de 2002 à 2004. Une diminution généralisée des prix, tel qu'observée dans les années 1990, en raison du surplus d'habitations sera évitée au Québec.

Québec : le marché de la revente revient vers l'équilibre, les hausses de prix s'apaisent



Sources : Association canadienne de l'immobilier (ACI) et Desjardins, Études économiques

Cette situation diffère avec l'éclatement de la bulle immobilière aux États-Unis qui occasionne actuellement des baisses de prix. Le marché américain est actuellement en profond déséquilibre et la forte proportion des prêts à risque pourrait accentuer celui-ci. Au Québec, le retour à l'équilibre se fait de façon ordonnée et seul un choc économique, comme une flambée des taux d'intérêt ou une récession pourrait faire flancher le marché.

PRÉVISIONS RÉGIONALES EN BREF

Les régions du Québec continueront de s'ajuster en 2007

La phase de ralentissement économique que traverse le Québec en 2007 touche la majorité des régions administratives. Toutefois, l'ampleur de la décélération varie d'une région à l'autre. Certes, le secteur manufacturier demeure fragilisé et la baisse de cadence de l'économie américaine ne fait que prolonger cette période difficile. De plus, le secteur de la construction résidentielle perd graduellement de l'intensité et s'arrime davantage à la progression démographique. Cependant, certaines régions s'en tireront mieux que d'autres et seront loin de la déprime. Les investissements engagés en périphérie de Montréal en 2005 et 2006 relancent graduellement l'activité industrielle et l'embauche. Quelques régions ressources profitent des retombées du développement éolien, de l'exploration minière et de l'ajout de certains services. Quant

aux régions plus au centre, l'expansion du secteur des services sauve la mise devant le secteur manufacturier en difficulté.

La perspective d'une récession est exclue de notre scénario de prévisions, mais les attentes pour 2007 demeurent modestes pour l'ensemble des régions administratives. Le secteur des services offrira un support solide à la croissance économique. Cependant, les ajustements qui s'opèrent du côté manufacturier et la période de crise qui s'étire dans le secteur forestier tempéreront cet essor du côté des services. Les retombées de l'exploitation de l'énergie éolienne et des mines, de même que l'industrie manufacturière de pointe, pourraient être plus perceptibles à compter de 2008.

PIB NOMINAL DES RÉGIONS DU QUÉBEC (CROISSANCE EN %)

	2003	2004	2005e	2006p	2007p
RÉGIONS RESSOURCES					
Nord-du-Québec	7,7	12,1	1,4	--	-
Côte-Nord	13,9	4,9	2,2	--	-
Abitibi-Témiscamingue	3,7	5,7	2,1	-	=
Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	6,7	2,3	3,0	--	=
Saguenay - Lac-Saint-Jean	5,8	5,3	3,7	-	=
Bas-Saint-Laurent	6,2	2,4	3,7	-	+
RÉGIONS DU CENTRE ET DE L'OUTAOUAIS					
Etrie	6,5	3,2	3,6	--	-
Chaudière-Appalaches	8,5	3,6	3,8	--	=
Centre-du-Québec	5,0	1,2	4,2	-	+
Mauricie	5,1	4,2	3,7	=	=
Capitale-Nationale	6,4	3,4	3,9	=	=
Outaouais	4,8	4,2	3,8	++	=
RÉGIONS PÉRIPHÉRIQUES DE MONTRÉAL					
Laval	4,1	6,2	4,8	--	=
Lanaudière	6,5	6,2	4,1	--	+
Montréal	2,0	5,5	4,8	=	-
Laurentides	5,7	6,4	4,6	=	+
Montérégie	5,3	5,6	4,6	+	=
TOTAL QUÉBEC	3,8	4,9	4,0	3,7	2,9

Légende : = : près de la moyenne provinciale
 + : supérieur à la moyenne provinciale
 ++ : largement supérieur à la moyenne provinciale
 - : inférieur à la moyenne provinciale
 -- : largement inférieur à la moyenne provinciale
 e : estimations
 p : prévisions

Sources : Institut de la statistique du Québec (ISQ) et Desjardins, Études économiques

**Montréal et sa périphérie :
les investissements passés commencent à porter fruit**

La région de Montréal, ainsi que les régions qui l'entourent (Laval, Lanaudière, Laurentides et Montérégie), devraient donner le tempo au Québec en 2007. Bien qu'un premier trimestre ne fait pas l'année, il est tout de même important de mentionner que le groupe des cinq régions a dénombré 56 000 nouveaux emplois par rapport aux trois premiers mois de 2006. Les dépenses en immobilisations encourues au cours des deux dernières années, afin de supporter la restructuration et l'implantation d'entreprises manufacturières, le développement commercial et l'ajout de services à la population, commencent à porter fruit.

Toutefois, le secteur manufacturier continue de s'ajuster à diverses contraintes (hausse de la concurrence, accroissement des coûts de production, dollar canadien élevé, etc.), notamment à Montréal, en Montérégie et dans les Laurentides, soit des régions où la fabrication de biens dits traditionnels a toujours de la difficulté à s'adapter à la compétition internationale de plus en plus importante.

**Régions ressources :
l'Est prend du mieux et le Nord prépare sa relance**

De leur côté, les régions ressources afficheront un rythme de croissance plus modéré en 2007. Tout d'abord, le Bas-Saint-Laurent et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine profitent du déploiement graduel de parcs éoliens, de l'ajout de nouveaux services (commerces, services administratifs, etc.), de la construction de nouvelles habitations et de la demande de certains biens manufacturiers (pièces d'éoliennes, matériel de transport, produits de la mer, etc.). L'Abitibi-Témiscamingue tirera bien son épingle du jeu cette année. La revitalisation du parc immobilier existant et l'ajout de services soutiendront aussi son économie. Quant à l'activité minière, l'accroissement de la demande mondiale pour certains métaux redonne vie à quelques projets mis de côté antérieurement, faute de rendements suffisants. Soulignons que les retombées de l'ouverture de nouvelles mines ne seront perceptibles qu'à la fin de l'année 2008 ou 2009. De plus, le climat d'incertitude continue de planer au-dessus de l'industrie forestière et de la transformation du bois.

Le dernier groupe qui compose les régions ressources, soit le Saguenay-Lac-Saint-Jean, la Côte-Nord et le Nord-du-Québec, est dans une période d'attente. Les grands chantiers, auxquels ces trois régions sont habituées, se font rares (Péribonka, Route 175) ou arrivent à échéance (première phase du projet Eastmain). De plus, le ralentissement de l'activité forestière est un autre irritant à la croissance économique de

ces régions. Le ciel semble, cependant, s'éclaircir à l'horizon et laisse entrevoir une période de rebondissement d'ici la fin de 2008. Plusieurs projets sur la table à dessin présentement devraient se concrétiser dans le secteur minier, la construction de nouveaux barrages (Eastmain 1A) et l'ajout d'installations nécessaires à la fabrication d'aluminium (Alcan à Jonquière), pour ne nommer que ces exemples. La revitalisation de certains ports (Saguenay, Sept-Îles, etc.) et l'amélioration de l'offre de services touristiques contribueront également à soutenir l'activité économique de ces régions.

Les régions ressources dépendent toujours fortement de l'exploitation des ressources naturelles et elles le demeureront encore longtemps. Les projets de recherche sur la transformation des produits marins, de l'aluminium, du bois et des métaux seront d'une grande utilité pour créer de nouveaux produits qui se distingueront de la compétition. Bien qu'il existe une tendance lourde, les intervenants régionaux devront agir plus efficacement pour stopper l'exode migratoire et attirer davantage de travailleurs étrangers.

**Régions du centre :
l'expansion du secteur des services
compense le ralentissement manufacturier**

Pour les régions du centre (Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Mauricie, Centre-du-Québec, Estrie et l'Outaouais), notre scénario demeure inchangé pour 2007. Le développement de créneaux spécialisés et l'accroissement de la productivité continueront à soutenir leur économie cette année et en 2008. Malgré un bon premier trimestre, le marché du travail demeure sous surveillance en Mauricie, en Estrie, dans Chaudière-Appalaches et dans le Centre-du-Québec. La demande de travailleurs s'est accélérée du côté des services par rapport à la même période en 2006, compensant ainsi les pertes enregistrées du côté manufacturier. Soulignons que le recul de l'emploi du côté de la fabrication est important pour ces régions puisque le secteur manufacturier regroupe entre 20 % et 30 % des emplois totaux de ces régions.

La Capitale-Nationale et l'Outaouais ont débuté l'année 2007 avec un retard respectif de 6 900 emplois et 4 100 emplois en regard du premier trimestre de 2006. Le ralentissement de la construction résidentielle, les mises à pied dans le secteur manufacturier et la diminution de la population active expliqueraient ce mauvais départ. Toutefois, les attentes demeurent positives pour ces deux régions d'ici 2008. L'expansion du secteur des services, (santé, éducation, services financiers et immobiliers, services professionnels, scientifiques et techniques, etc.), de même que le développement des technologies de pointe du côté manufacturier, pourraient générer une croissance économique assez soutenue.

Prévisions en bref - Ontario

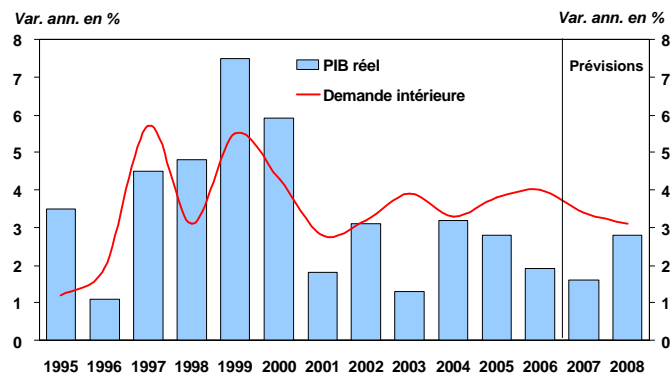
Après avoir connu plusieurs revers au cours des dernières années, l'économie ontarienne a terminé 2006 sur une meilleure note. À rythme annualisé, la hausse du PIB réel a ainsi atteint 2,2 % au quatrième trimestre de 2006, la plus forte progression des deux dernières années. Bien que relativement modeste, ce résultat a significativement dépassé nos attentes et même, pour une rare fois depuis quelques années, la moyenne canadienne. La forte augmentation de la demande intérieure et un rebond des exportations d'automobiles expliquent cette meilleure performance. Soulignons que les derniers trimestres ont été légèrement revus à la hausse et que le recul du PIB réel initialement annoncé pour le troisième trimestre de 2006 a été remplacé par une croissance nulle.

Il est malheureusement encore trop tôt pour se réjouir. Malgré les meilleurs résultats du quatrième trimestre, 2006 se solde par une croissance économique de seulement 1,9 %, un résultat bien inférieur à la moyenne de 3,6 % des dix années précédentes. De plus, les entreprises manufacturières axées sur le commerce international demeurent en pleine période d'ajustement. Rien n'annonce que leur situation s'améliorera prochainement puisqu'elles devront composer avec le ralentissement de l'économie américaine. De plus, il semble que la remontée des exportations d'automobiles aura été de très courte durée. Le surplus commercial reprendra ainsi une tendance baissière au cours des prochains trimestres. Par conséquent, la hausse du PIB réel devrait se limiter à 1,6 % en 2007 avant de s'accélérer à 2,8 % l'an prochain grâce, entre autres, à une activité économique plus forte aux États-Unis.

La vigueur de la consommation surprend encore

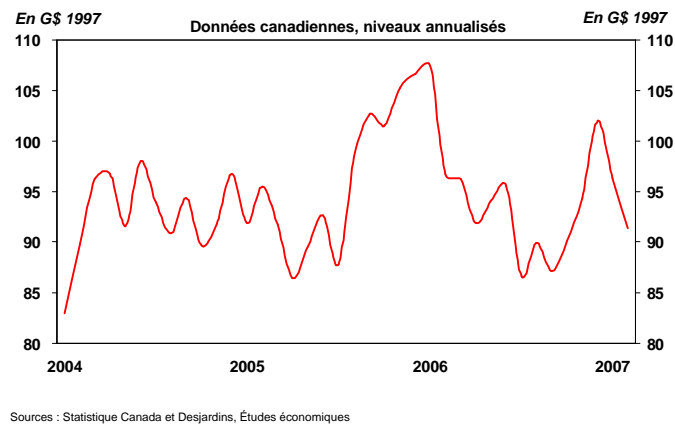
L'accroissement soutenu des dépenses des ménages a permis à l'économie ontarienne d'éviter un ralentissement plus marqué et même une récession au cours des dernières années. Les derniers comptes économiques font état d'une consommation encore plus solide. La progression des dépenses réelles des ménages a ainsi atteint un impressionnant 3,5 % en 2006.

Ontario : la faible croissance économique cache une forte demande intérieure



Sources : Ministère des Finances de l'Ontario (MFO) et Desjardins, Études économiques

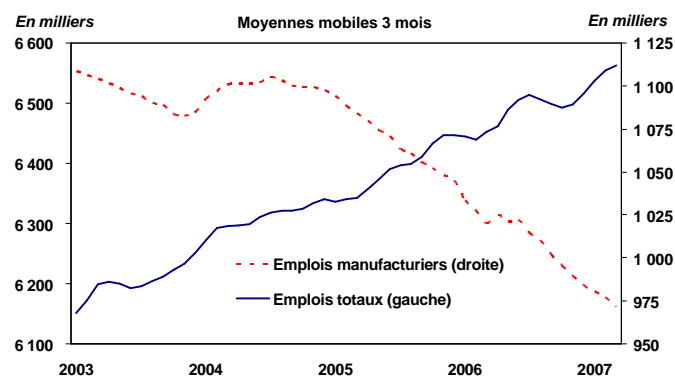
La remontée des exportations réelles de produits automobiles a été de courte durée



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

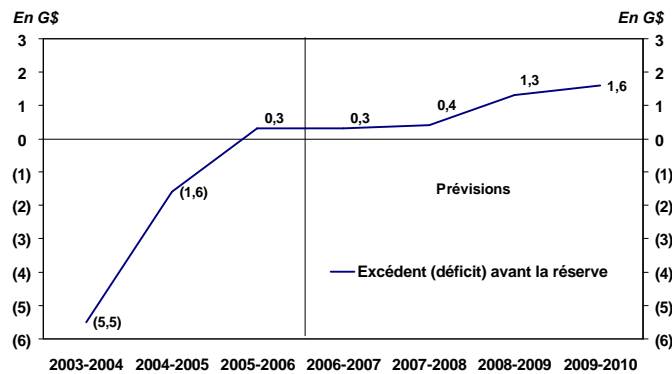
Après une courte pause au début de 2007, tout indique que la consommation demeurera la principale source de croissance économique au fil des prochaines années. L'évolution récente des facteurs fondamentaux qui influencent les dépenses des ménages est très encourageante. Malgré l'accumulation des mises à pied dans le secteur manufacturier, la création d'emplois est étonnamment forte depuis le commencement de l'année puisque les entreprises oeuvrant dans le secteur des services ont procédé à de nombreuses embauches. Le revenu personnel a aussi connu un regain de vigueur depuis quelque temps. Finalement, la confiance des ménages demeure élevée. Bien que la progression de l'emploi et des revenus soit appelée à se modérer au cours des prochains mois, le contexte économique demeurera favorable à une augmentation soutenue des achats des ménages en 2007 et 2008.

Ontario : l'emploi progresse malgré les pertes importantes dans le secteur manufacturier



Sources : Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Ontario : les surplus budgétaires devraient se poursuivre



Sources : Ministère des Finances de l'Ontario (MFO) et Desjardins, Études économiques

Les gouvernements continueront aussi d'accroître leurs dépenses

Le budget 2007 du gouvernement McGuinty, le dernier avant les élections provinciales d'octobre, ne contenait pas beaucoup d'annonces spectaculaires mais tout indique que les dépenses de programmes, particulièrement dans le domaine de la santé, continueront d'augmenter à un bon rythme. Il faut souligner que ce budget est venu confirmer l'élimination du déficit budgétaire et que des surplus sont maintenant prévus pour les prochains exercices financiers. Le gouvernement ontarien devrait donc bénéficier d'une marge de manœuvre intéressante. Après une hausse de 4,1 % en 2006, l'accroissement des dépenses publiques devrait demeurer relativement fort au cours des deux prochaines années, ce qui soutiendra la progression de l'économie ontarienne.

La situation demeure difficile pour les entreprises manufacturières

Les incertitudes sont cependant encore nombreuses en ce qui concerne les entreprises. Le contexte international demeure difficile, surtout pour les entreprises manufacturières

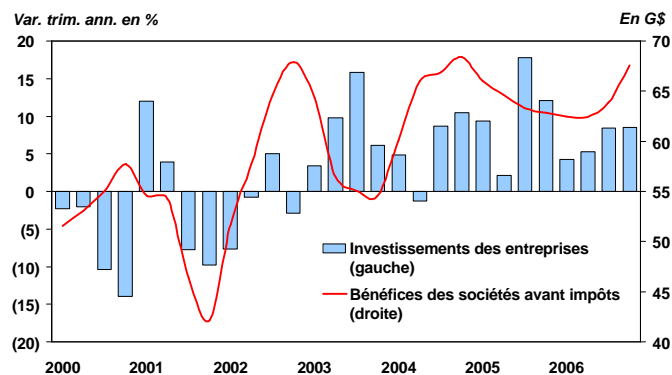
dont la clientèle est principalement étrangère. L'année 2007 sera particulièrement ardue alors que le ralentissement de l'économie américaine et la baisse prévue de la demande pour les véhicules automobiles devraient entraîner un nouveau recul de la production manufacturière. La situation s'améliorera l'an prochain alors que la demande en provenance des États-Unis sera plus robuste. Il ne faut cependant pas s'attendre à un rebond spectaculaire du secteur manufacturier. Selon nos prévisions, le dollar canadien et le pétrole s'apprécieront de nouveau ce qui nuira encore à la compétitivité des fabricants ontariens.

Le secteur manufacturier compte cependant pour moins de 20 % de l'économie ontarienne et les entreprises qui oeuvrent dans les autres secteurs s'en tirent beaucoup mieux. Ainsi, les bénéfices de l'ensemble des sociétés se sont redressés en deuxième moitié de 2006 et les perspectives d'investissement demeurent positives. Après quelques années de forte croissance, les achats de machines et de matériel se modéreront quelque peu en 2007 et 2008 mais ceci sera partiellement compensé par la hausse des dépenses en immobilisations.

Ralentissement un peu plus marqué de la construction neuve

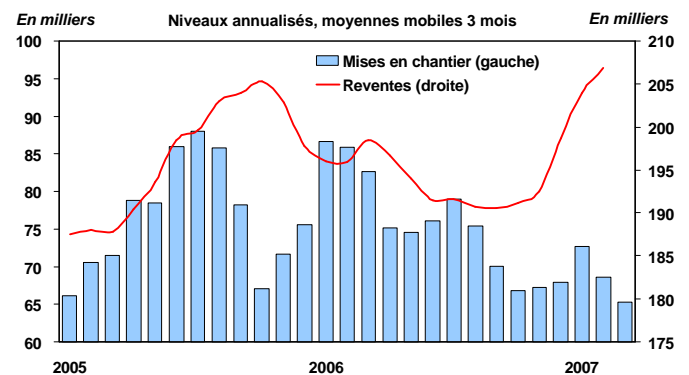
Le boum immobilier est définitivement derrière nous et la baisse de régime du marché de l'habitation a débuté depuis quelques années en Ontario. Le nombre de mises en chantier a été particulièrement faible au cours des derniers mois. L'année 2007 pourrait ainsi se solder par 66 000 nouvelles constructions de logements, un recul d'environ 10 % par rapport à l'an dernier. À l'inverse, le marché de la revente de maisons existantes connaît un début d'année au-delà de nos attentes et le recul attendu dans ce secteur sera de moindre amplitude. Comme prévu, la hausse du prix des résidences continue de se modérer. Après 5,9 % en 2006, l'appréciation sera d'environ 3,1 % cette année et de 2,2 % en 2008. Dans l'ensemble, la situation n'a pas vraiment changé et le ralentissement progressif du secteur résidentiel suit son cours.

Ontario : la hausse des profits pourrait soutenir l'investissement



Sources : Ministère des Finances de l'Ontario (MFO) et Desjardins, Études économiques

Ontario : les reventes sont très nombreuses en début de 2007, contrairement aux constructions neuves



Sources : Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), Association canadienne de l'immobilier (ACI) et Desjardins, Études économiques

QUÉBEC

PIB ET COMPOSANTES

	2005	2006	2007	2008
	Prévisions			
Produit intérieur brut (M\$ 1997)	237 981	242 039	245 303	250 938
Variation (%)	2,2	1,7	1,3	2,3
Demande intérieure finale (%)	2,6	2,9	3,1	2,6
Dépenses personnelles (%)	3,3	3,0	2,8	2,7
Construction résidentielle (%)	(1,8)	(1,5)	(1,3)	(4,3)
Inv. des entreprises (%)	2,3	6,5	7,6	5,2
Dépenses publiques (%)	2,8	2,8	2,8	2,7
Exportations (%)	3,1	3,1	1,3	3,2
Importations (%)	5,3	4,1	3,8	4,2
Solde commercial (M\$ 1997)	(9 833)	(11 622)	(15 549)	(17 615)
Variation des stocks (M\$ 1997)	2 994	1 448	750	1 700

CONSOUMMATEURS

	2005	2006	2007	2008
	Prévisions			
Création d'emplois (000)	37	48	45	55
Emplois (var. en %)	1,0	1,3	1,2	1,5
Taux de chômage (%)	8,3	8,0	7,8	7,6
Rémunération hebdomadaire (\$)	688	706	721	735
Variation (%)	2,6	2,6	2,1	2,1
RPD réel ¹ (var. en %)	1,2	3,1	4,2	2,4
Taux d'épargne personnelle (%)	1,3	1,3	2,6	2,3
Ventes au détail (var. en %)	5,8	4,8	3,7	5,0
Taux d'inflation (%)	2,3	1,7	1,7	2,3

HABITATION

	2005	2006	2007	2008
	Prévisions			
Mises en chantier (unités)	50 910	47 877	43 000	38 000
Variation (%)	(12,9)	(6,0)	(10,2)	(11,6)
Ventes de maisons (unités)	70 649	72 520	71 000	66 000
Variation (%)	2,0	2,6	(2,1)	(7,0)
Prix de vente moyen (000 \$)	185	194	200	204
Variation (%)	7,9	5,1	2,8	2,3
Taux d'inoccupation des logements locatifs (%)	2,0	2,5	3,2	3,5

ONTARIO

PIB ET COMPOSANTES

	2005	2006	2007	2008
	Prévisions			
Produit intérieur brut (M\$ 1997)	483 962	493 126	501 218	515 430
Variation (%)	2,8	1,9	1,6	2,8
Demande intérieure finale (%)	3,8	4,0	3,4	3,1
Dépenses personnelles (%)	3,7	3,5	3,3	3,1
Construction résidentielle (%)	1,8	0,5	(1,7)	(0,9)
Inv. des entreprises (%)	8,6	10,4	6,4	5,3
Dépenses publiques (%)	3,1	4,1	3,3	2,9
Exportations (%)	1,7	0,5	1,3	2,2
Importations (%)	4,1	3,8	2,4	3,2
Solde commercial (M\$ 1997)	38 367	28 894	25 962	23 454
Variation des stocks (M\$ 1997)	4 594	3 888	300	2 325

CONSOUMMATEURS

	2005	2006	2007	2008
	Prévisions			
Création d'emplois (000)	81	95	94	114
Emplois (var. en %)	1,3	1,5	1,5	1,7
Taux de chômage (%)	6,6	6,3	6,5	6,3
Rémunération hebdomadaire (\$)	764	782	801	821
Variation (%)	2,8	2,3	2,4	2,6
RPD réel ¹ (var. en %)	1,9	3,7	2,8	2,0
Taux d'épargne personnelle (%)	1,6	1,6	1,0	0,0
Ventes au détail (var. en %)	4,7	4,1	3,4	4,8
Taux d'inflation (%)	2,2	1,8	1,7	2,5

HABITATION

	2005	2006	2007	2008
	Prévisions			
Mises en chantier (unités)	78 795	73 417	66 000	62 000
Variation (%)	(7,4)	(6,8)	(10,1)	(6,1)
Ventes de maisons (unités)	197 007	194 793	191 000	180 000
Variation (%)	(0,2)	(1,1)	(1,9)	(5,8)
Prix de vente moyen (000 \$)	263 042	278 455	287 000	293 250
Variation (%)	7,3	5,9	3,1	2,2
Taux d'inoccupation des logements locatifs (%)	3,8	3,4	3,2	3,0

CANADA

PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS

En fin de période en %	2007					2008				
	I	IIp	IIIp	IVp	MOY.	I	IIp	IIIp	IVp	MOY.
Taux préférentiel	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,00	6,50	6,50	6,25
Bons du Trésor - 3 mois	4,18	4,20	4,20	4,20	4,20	4,20	4,25	4,80	4,75	4,50
Obligations fédérales - 2 ans	3,98	4,10	4,15	4,20	4,10	4,30	4,45	4,90	4,90	4,65
- 10 ans	4,11	4,15	4,20	4,40	4,20	4,60	4,75	5,00	5,05	4,85
¢ US/\$ CAN	86,69	88,00	89,00	90,00	88,40	91,00	91,75	92,00	92,50	91,80
Indice S&P/TSX ²	Fourchette 13 500 - 14 500; cible 14 000 (+8,5 %)					Fourchette 14 500 - 16 500; cible 15 750 (+12,5 %)				

Sources : Statistique Canada, Banque du Canada, Ministère des Finances de l'Ontario (MFO), Institut de la statistique du Québec (ISQ), Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), Association canadienne de l'immeuble (ACI) et Desjardins, Études économiques

¹ : RPD réel : revenu personnel disponible après inflation.

² : Fourchette et cible en fin de période.

p : prévisions